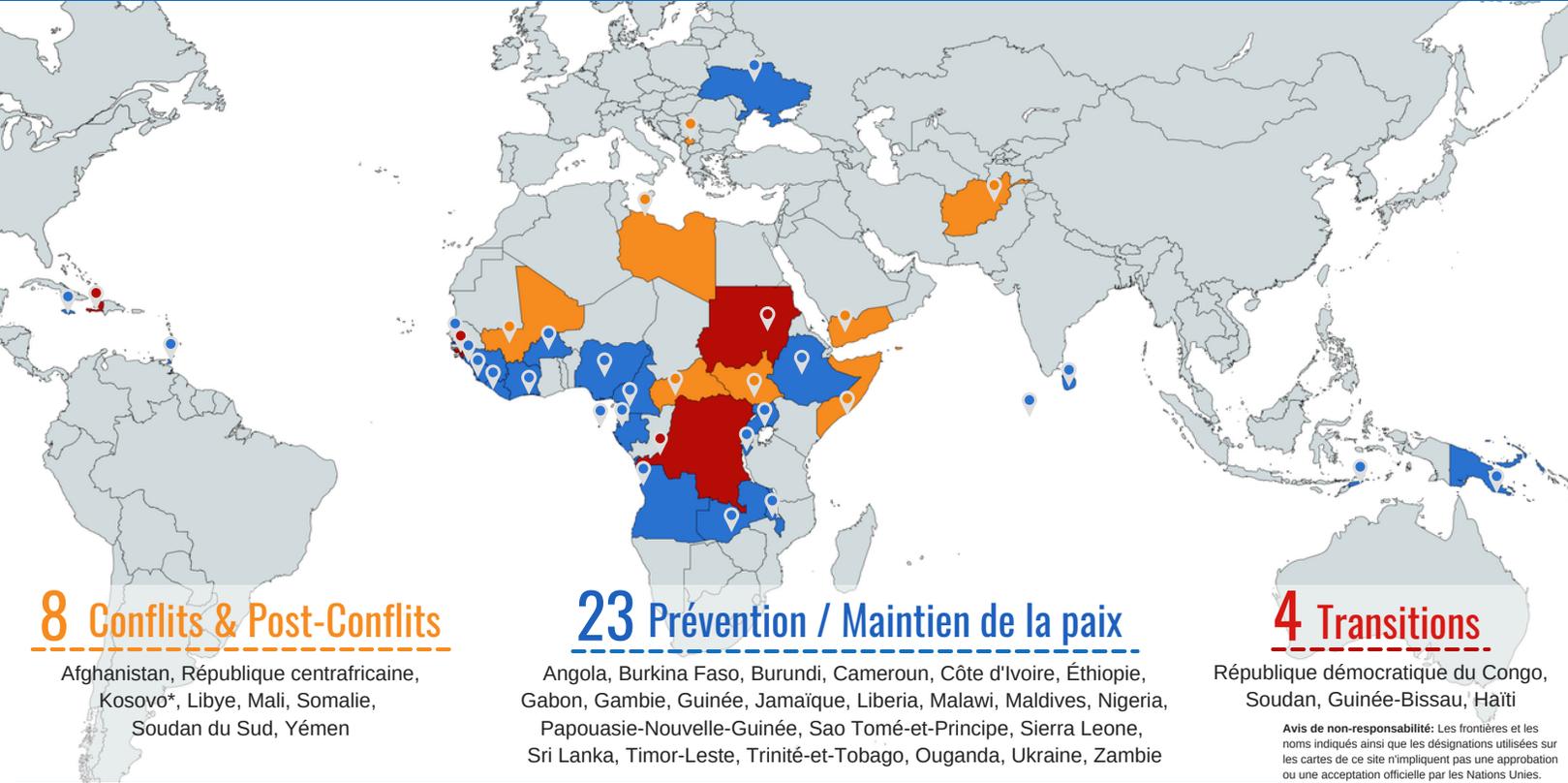




POINT FOCAL GLOBAL POUR L'ÉTAT DE DROIT (GFP)

UN ARRANGEMENT COMMUN POUR LA MISE EN ŒUVRE DE L'ÉTAT DE DROIT DANS LES SITUATIONS DE CRISE

Novembre 2021



UNE APPROCHE COORDONÉE DES NATIONS UNIES SUR L'ÉTAT DE DROIT

Le **Point focal global pour l'état de droit (GFP)** est une plateforme des Nations Unies co-présidée par le DPO et le PNUD qui a pour but de **renforcer la fourniture d'une assistance en matière d'état de droit** afin de traiter et de prévenir les conflits violents, de protéger les droits de l'homme et de rétablir la justice et la sécurité pour les personnes touchées par les conflits. Le GFP est un arrangement **axé sur le terrain** qui permet aux entités des Nations Unies, notamment l'UNODC, le HCR, le HCDH, l'EOSG, l'UNOPS, l'ONU Femmes, le ToE et l'UNICEF, de poursuivre conjointement des objectifs communs, conformément à leurs mandats et à leurs capacités. Les partenaires du GFP promeuvent les normes et standards des Nations Unies, y compris **l'intégration de la dimension de genre et les approches basées sur les droits de l'homme**.

Les plates-formes de coordination et des groupes de travail du GFP sont établis **au siège et sur le terrain** afin d'accroître la cohérence

des Nations Unies, d'aligner les stratégies et les programmes sur les plans de développement nationaux, de servir de **point d'entrée unique** pour les gouvernements hôtes et d'obtenir de meilleurs résultats en s'appuyant sur l'expertise des agences contributrices.

Par le biais d'évaluations, de planifications et de programmations conjointes, le dispositif GFP a soutenu **une approche coordonnée de l'ONU pour l'aide à l'état de droit**, en s'appuyant principalement sur des financements volontaires et en s'efforçant d'**accroître l'impact et les résultats**:

RÉDUIRE
LA CONCURRENCE



TIRER PARTI DE
L'EXPERTISE



ENCOURAGER
L'INNOVATION



PARTENAIRES DU GFP

- DPO (co-président)
- PNUD (co-président)
- EOSG
- HCDH
- HCR
- UNODC
- UNOPS
- ONU FEMMES

COUVERTURE

Le GFP se déploie dans les cadres suivants:

- Maintien de la paix
- Conflits et Post-Conflicts
- Transitions

DÉPLOIEMENTS RAPIDES
CONJOINTS
D'EXPERTS ET DE
MISSIONS

FORMATIONS
CONJOINTES ET PARTAGE
DE CONNAISSANCES

MOBILISATION
CONJOINTE DE
RESSOURCES

EVALUATION,
PLANIFICATION &
CONCEPTION DE
L'ASSISTANCE

* Toutes les références relatives au Kosovo s'entendent dans le contexte de la Résolution du Conseil de sécurité 1244 (1999).

107 DÉPLOIEMENTS D'EXPERTISE

y compris des experts de la Capacité Permanente de Police des Nations Unies et de la Capacité Permanente Judiciaire et Pénitentiaire, ainsi que du genre, des droits de l'homme et en projets

55 MISSIONS D'ÉVALUATIONS CONJOINTES

pour soutenir la programmation et la planification au niveau national

32 PROGRAMMES ET PROJETS CONJOINTS

à l'appui des priorités nationales en matière d'État de droit

\$12 mil. MOBILISÉS POUR DES PROJETS CONJOINTS

en partenariat avec le Programme Global du PNUD sur l'État de droit et les droits de l'homme

35 PAYS & TERRITOIRES EN SITUATION DE CRISE

appuyé par le GFP depuis 2012

PRINCIPAUX RÉSULTATS ET RÉALISATIONS



Programme conjoint sur l'État de droit en République centrafricaine

Le PNUD, la MINUSCA et l'Équipe d'experts des Nations Unies sur l'État de droit et les violences sexuelles mettent en œuvre le programme conjoint sur l'État de droit visant à fournir un "appui à l'État de droit et à la réforme des secteurs de la justice et de la sécurité en RCA" pour la période 2020-2023. La conception du projet se fonde sur les leçons tirées des précédents programmes conjoints sur l'État de droit en RCA. Le programme a pour objectif de soutenir la réforme de la justice et du secteur pénitentiaire, le déploiement des forces de sécurité intérieure au plus près de la population et l'amélioration de l'accès des femmes à la justice et à la sécurité, notamment par le biais d'enquêtes et de poursuites dans les cas de violences fondées sur le sexe.



Planification de la transition en République démocratique du Congo

Conformément au plan de transition approuvé, deux nouveaux programmes conjoints sur la 'Réforme du secteur de la justice' et sur la 'Réforme du secteur de la police' sont en cours d'établissement en RDC. Les programmes visent principalement à renforcer l'État de droit et les efforts de stabilisation, encourager la responsabilisation pour les crimes internationaux et la VSBG, avec une approche globale de consolidation de la paix et de développement, tout en préparant le retrait progressif de la MONUSCO. Les programmes sont mis en œuvre conjointement par la MONUSCO, le PNUD et le HCHR ainsi que le ToE. En conséquence, plus de 1000 acteurs du système de la justice pénale ont reçu des formations sur différents sujets liés à la justice, aux services correctionnels et au maintien de l'ordre.



Réponse conjointe à la crise du COVID-19

En raison de la pandémie de COVID-19 et des restrictions de voyage à grande échelle depuis le mois de mars 2020, le Point focal globale pour l'État de droit a reprogrammé ses activités pour apporter un soutien conjoint aux autorités nationales chargées de l'État de droit pour relever les défis en matière de santé, intensifier les échanges d'informations entre ses partenaires sur les réponses à apporter au COVID-19 et fournir des fonds d'urgence pour soutenir les autorités nationales dans leur réponse au COVID-19. Dans les premiers mois de la pandémie, 16 territoires et pays ont reçu un soutien ciblé concernant le COVID-19 et un total de 1,8 million de dollars grâce à un partenariat dédié entre le GFP et Programme Global du PNUD sur l'État de droit et les droits de l'homme.



Renforcer la parité de genre pour le personnel pénitentiaire en uniforme

Le GFP a appuyé une initiative visant à renforcer le déploiement d'agentes pénitentiaires dans les opérations de paix de l'ONU en tant que personnel fourni par des gouvernements (GPP). Le projet a permis de sensibiliser les femmes officiers aux possibilités de déploiement, par exemple par le biais du lancement du Réseau des agentes pénitentiaires des Nations unies qui compte déjà 800 membres de plus de 25 pays. En outre, le projet a contribué à la création d'environnements de travail inclusifs et autonomisants pour les GPP par le biais d'une série de sessions de dialogue virtuel sur les préjugés et les stéréotypes liés au genre et sur la manière d'être un(e) allié(e) des femmes, à laquelle ont participé 120 agentes pénitentiaires de six opérations de paix différentes, accompagnée d'une campagne de médias sociaux.